

Chapitre 07 : Le courant keynésien (le Keynésianisme)

Le keynésianisme est une école de pensée économique fondée par l'économiste britannique John Maynard Keynes. Pour les keynésiens, les marchés laissés à eux-mêmes ne conduisent pas forcément à l'optimum économique. En outre, l'État a un rôle à jouer dans le domaine économique notamment dans le cadre de politique de relance. Toutefois l'importance de ce rôle varie avec les courants keynésiens et avec les traditions étatiques des différents pays. Les courants dominants actuels sont la synthèse néo-classique nommée aussi néo-keynésianisme et la nouvelle économie keynésienne. L'influence du post-keynésianisme est plus limitée mais non négligeable dans certains pays, notamment en France. Cette école se place en opposition radicale aux principaux courants actuels et veut conserver les aspects les plus contestataires et hétérodoxes du keynésianisme.

7.1. Le raisonnement macroéconomique

C'est seulement la crise de 1930 qui a donné le branle à cette révolution scientifique que nous qualifions macroscopiste, et que la seconde guerre mondiale devrait précipiter et consommer. Alors que toutes les théories économiques antérieures étaient, surtout depuis Walras, axée sur l'idée d'équilibre, la « grande dépression » impose à l'attention son contraire: le déséquilibre. Le déséquilibre, dont la grande dépression offre à l'économiste le spectacle, est un déséquilibre global. Ce qui frappe l'observateur c'est le défaut d'ajustement d'un petit nombre de grandes masses, telles que le revenu distribué et la demande effective, la main d'œuvre disponible et l'emploi, l'épargne et l'investissement, etc... Le déséquilibre conjoncturel se présente comme un phénomène de masse. L'économiste lui cherchera une explication de type globaliste. Et l'on assiste alors à un complet retournement de la direction même de l'effort théorique. Depuis les classiques l'économiste s'était efforcé de forger des loupes de plus en plus grossissantes, afin de pouvoir saisir des phénomènes de plus en plus petits. Il entendait isoler l'atome de sa matière d'étude. Des classes d'agents économiques sur lesquelles raisonnait Ricardo à l'individu, seul centre de ses choix, héros des fameuses « robinsonnades » marginalistes. Or, voici que maintenant les perspectives se retournent de bout en bout. L'attention de l'économiste se transporte d'un seul coup de l'atome au cosmos. La réflexion du théoricien n'est plus située au plan de l'élément premier, mais au plan du tout. D'où la rentrée en scène au premier plan, d'un certain nombre de facteurs dont les théories des époques antérieures s'étaient surtout exercées à faire abstraction: le temps, la monnaie, la nation, l'intervention active de la puissance publique.

7.2. La révolution keynésienne

La théorie keynésienne a paru révolutionnaire par rapport à la pensée économique classique et néoclassique. Elle est d'abord la première à avoir marqué un hiatus entre une conception microéconomique et une conception macroéconomique. Certes les économistes du XIX^{ième} siècle raisonnaient sur l'économie entière et non sur des unités microéconomiques comme « l'homo oeconomicus » ou l'entreprise représentative. Mais pour eux, les lois économiques qui régissaient l'économie globale n'étaient que la totalisation de celles valables pour chaque unité économique. Keynes au contraire a montré le premier que les lois valables

pour l'économie entière étaient d'une nature différente de celles qui gouvernent le comportement d'un sujet économique. La réduction des prétentions salariales d'un chômeur isolé, par exemple, peut conduire à son embauche, mais une baisse générale des salaires ne rétablit pas le plein emploi, car les entreprises, n'anticipant qu'une demande réduite, ne sont pas incitées à accroître leur demande de main d'œuvre. Keynes est donc le premier à avoir posé dans toute sa netteté le problème de l'agrégation, c'est-à-dire du passage des comportements microéconomiques aux lois macroéconomiques. La même attitude le conduit à considérer l'épargne, vertu privée, comme un vice au niveau collectif, car l'excès d'épargne réduit la demande effective et provoque le chômage. Keynes s'inspire de Malthus. Pour l'un comme pour l'autre, la dépression vient de ce que l'insuffisance de la consommation et l'excès d'épargne empêchent la demande globale d'absorber toute l'offre. Mais ils divergent sur les remèdes: Malthus propose d'augmenter la consommation improductive, tandis que Keynes recommande d'accroître l'investissement, ce qui augmente le revenu et par contre coup la consommation. Marx lui aussi explique les crises économiques par la sous-consommation qui est la conséquence logique du système capitaliste qu'il condamne, alors que Keynes veut le sauvegarder. Il le dit clairement: « l'Etat n'a pas intérêt à se charger de la propriété des moyens de production ».

7.3. Demande effective et marché du travail

Pour Keynes, le salaire n'est pas seulement un coût, c'est aussi un déterminant important de la demande. Par ailleurs, pour Keynes, le mécanisme des prix sur le marché du travail n'aboutit pas usuellement au plein emploi d'où l'introduction de la notion de chômage involontaire.

Pour les classiques, l'offre de travail par les salariés dépend du salaire réel w/p . S'il y a du chômage c'est que le salaire réel w/p (w salaire nominal et p indice des prix) est supérieur à la productivité marginale du travail appelée « PmL ». Le chômage ne peut être que volontaire c'est-à-dire venant du refus de travailler au nouveau salaire d'équilibre. Pour Keynes au contraire le refus des salariés de voir leur salaire baisser est finalement une bonne chose car elle évite une spirale déflationniste.

- Pour Keynes, les salaires nominaux w ne peuvent pas baisser pour plusieurs raisons :
- il y a une viscosité des salaires nominaux liés à la négociation des contrats;
- une baisse des salaires nominaux entraînerait une contraction de la demande qui provoquerait à son tour une baisse de la production. Alors que pour Jean-Baptiste Say l'offre crée sa propre demande. Pour Keynes, une demande effective insuffisante va déterminer une offre qui ne correspondra pas à une situation de plein emploi. « le seul fait qu'il existe une insuffisance de la demande effective peut arrêter et arrête souvent l'augmentation de l'emploi avant qu'il ait atteint son maximum ». De sorte que pour lui le chômage peut être involontaire.

Toutefois Keynes ne récuse pas totalement la théorie classique. En effet, s'il ne croit, ni possible, ni souhaitable une baisse du salaire nominal w , la baisse du salaire réel w/p suite à

une montée de l'inflation symbolisée par une hausse de p est pour lui possible. Cela conduira le courant de la synthèse néo-classique à utiliser la courbe de Phillips dans le cadre d'arbitrages entre inflation et chômage

7.4. La consommation, une variable macroéconomique

Pour Keynes, la consommation dépend du revenu courant versé lors d'une période sachant que ce revenu est versé en contrepartie de la production et sachant que le revenu est strictement équivalent à la production. L'épargne est donc chez Keynes un résidu: le montant qu'il reste une fois que les dépenses de consommation du ménage ont été engagées. L'évolution de la consommation selon Keynes suit ce qu'il appelle « la loi psychologique fondamentale »: « *En moyenne la plupart du temps, les hommes tendent à accroître leur consommation à mesure que le revenu croît mais non d'une quantité aussi grande que l'accroissement du revenu* ». Cette loi peut être interprétée de différentes manières mais, pour comprendre cette dernière, il faut bien distinguer la propension moyenne à consommer (PMC) et la propension marginale à consommer (PmC). La première est la part consacrée en moyenne aux dépenses de consommation dans le revenu, la seconde est la part d'un revenu supplémentaire consacré aux dépenses de consommation.

7.5. Le rôle de l'incertitude et des anticipations

Le point de départ de Keynes consiste à expliquer la crise des années 1930 et le développement du chômage de masse; le « quotidien » de l'économie est marqué par des déséquilibres (chômage de masse). Cela l'amène à critiquer la loi de Say et le modèle d'équilibre des néoclassiques: si les marchés conduisent à terme à l'équilibre, en quoi cela est-il intéressant pour étudier les situations de déséquilibres, qui elles caractérisent le court terme? Keynes écrit: « *Dans le long terme nous serons tous morts. Les économistes se donnent une tâche par trop facile et inutile si dans une période tempétueuse, ils peuvent seulement nous dire que quand la tempête sera passée l'océan sera à nouveau calme* » (*Traité sur la monnaie, 1930*).

Keynes s'appuie sur la notion d'anticipation des agents économiques. Les agents économiques vivent dans un univers incertain (incertitude radicale) ce qui nécessite de réaliser des anticipations sur l'avenir. Ces anticipations peuvent conduire les producteurs à être pessimistes: ils fixent alors leur demande anticipée (ou effective) à un niveau qui est inférieur à ce qu'il pourrait être avec des anticipations optimistes. Les objectifs de production sont donc donnés et en découle la quantité de main d'œuvre nécessaire. Cette quantité de main d'œuvre peut être différente de la quantité d'actifs disponibles: il existe alors un chômage (qualifié d'involontaire). C'est la situation d'équilibre de sous-emploi.

7.6. Thésaurisation et utilisation de l'épargne des ménages

Chez Keynes, il existe deux décisions individuelles vis-à-vis du temps. Tout d'abord la décision d'épargner en elle-même, qui conduit à déterminer le montant d'épargne et ne dépend pas du taux de l'intérêt, mais de la propension à consommer. Cependant, une deuxième décision concerne la manière d'effectuer ce transfert de pouvoir d'achat qui

détermine la forme de l'épargne et fait intervenir le taux d'intérêt. Il existe de ce point de vue deux possibilités nettement opposées:

- transférer son épargne sous forme monétaire (conserver un droit de liquidité, autrement dit thésauriser);
- transférer son épargne sous forme d'actif financier: le transfert est alors conditionné par le prix auquel peuvent être cédés ces actifs financiers.

Dans l'esprit de Keynes, la détention de monnaie (pour elle-même) a donc un sens, et est une alternative radicale à la détention d'actifs financiers. Cela tient à ce que la monnaie est la liquidité par excellence.

On comprend que le taux de l'intérêt ne sera plus, chez Keynes, la rémunération de l'épargne (le prix du renoncement à la consommation), comme dans la théorie classique, mais la rémunération de l'épargne financière (**le prix du renoncement à la liquidité**).

En déplaçant le taux de l'intérêt de la première décision vis-à-vis du temps vers la deuxième décision, Keynes fait du taux de l'intérêt un phénomène purement monétaire. Précisément, le taux de l'intérêt n'est le prix de la renonciation à la liquidité que parce que les agents expriment une préférence pour la liquidité, et il n'a une valeur positive qu'à due proportion de l'importance de cette préférence. On comprend que mettre en avant cette explication revient à considérer la monnaie non plus seulement comme un moyen de transaction (ce qu'elle était chez les classiques), **mais comme une réserve de valeur, et a priori comme une meilleure réserve de valeur que les titres financiers, pouvant justifier que les individus préfèrent la liquidité et exigent d'être rémunérés pour s'en détacher.**

L'analyse de la préférence pour la liquidité exige en l'occurrence, pour être justifiée, de faire intervenir une relation ignorée par les classiques, celle entre monnaie et incertitude: **c'est parce que la détention de monnaie constitue une sécurité, qui compense l'aléa et l'incertitude de nos comportements et de nos spéculations concernant le futur, qu'elle est préférée à la détention d'actifs financiers:** la monnaie a en effet cet avantage par rapport aux titres financiers, qui la définit comme la liquidité, c'est qu'étant l'unité de compte, sa valeur nominale future est connue avec certitude, ce qui n'est pas le cas de celle des titres. En outre, la détention de monnaie permet de faire face à tout moment à n'importe quel engagement, d'honorer n'importe quelle dette, dans une économie où tous les contrats sont libellés en unité de compte.

7.7. L'intervention de l'Etat

Keynes avait une approche globale de l'économie, dans laquelle il prenait pleinement en compte les institutions. Ainsi, il jugeait nécessaire de limiter le pouvoir de la bourse qu'il avait assimilé à un « casino ». Keynes souhaitait également organiser le commerce et les échanges monétaires internationaux, ainsi qu'il avait tenté de le faire, sans succès, lors de la conférence de *Bretton Woods* en 1944, où il dirigeait la délégation britannique. Enfin, Keynes estimait nécessaire en temps de chômage, d'accroître le pouvoir des « organes centraux ».

Cependant, sur le plan philosophique et politique, Keynes est resté un libéral. Pour lui, l'économie de marché possède la capacité singulière, grâce à la division du travail, d'affecter chaque individu à la tâche pour laquelle il est le mieux qualifié. De plus, Keynes louait la capacité du marché à encourager l'individualisme, synonyme de liberté et de variété de l'existence. Pour Keynes, il ne faut pas supprimer le libre marché, mais le compléter par des institutions et des politiques permettant d'assurer le plein emploi. C'est un point qui le distingue radicalement de la tradition marxiste.

7.8. Intervention de l'Etat et effet multiplicateur

L'économie libérale n'est pas conçue comme dotée de processus spontanés d'ajustement des décisions individuelles. La coordination se fait par le moyen de la circulation monétaire, et le mode constitution « normal » de la société est la crise, plutôt que l'équilibre. Il en résulte la nécessité d'améliorer son fonctionnement. Puisque le problème vient du caractère excessivement décentralisé du fonctionnement économique, la solution est donc à chercher dans une « recentralisation », sous la forme des interventions de politique économique de l'Etat, qui devront faire en sorte d'élever la demande effective, et par là le niveau d'emploi. Trois types de politique peuvent être envisagés:

- une politique monétaire dont l'objectif devra être de baisser suffisamment le taux de l'intérêt pour, à efficacité marginale du capital donnée, augmenter l'investissement et donc, via le multiplicateur, le revenu et l'emploi. Le principal obstacle à cette politique sera l'existence de conventions, quant à la valeur future du taux d'intérêt, qui pourront mettre en échec la volonté des autorités. Cela est d'autant plus vrai dans les périodes de crise où la confiance se dégrade (et donc la préférence pour la liquidité devient grande tandis que l'efficacité marginale du capital s'effondre);

- une politique budgétaire, qui agit directement sur la demande globale en augmentant l'investissement (public);

- une politique des revenus qui vise à accroître la propension à consommer de la communauté en opérant des transferts de revenus des catégories sociales dont le revenu est élevé (et la propension à consommer faible) vers celles dont le revenu est plus faible (et la propension à consommer élevée).

Mais, mise à part ces modalités d'intervention macroéconomiques visant à accroître le niveau d'activité et d'emploi, aucune intervention publique sur la répartition et l'allocation de ce niveau d'activité et de ce volume d'emploi n'est nécessaire, car cela, précisément, le système de l'économie de marché s'en acquitte parfaitement. Ce n'est donc pas une socialisation de l'activité économique que Keynes appelle de ses vœux, mais bien une intervention de l'Etat qui viennent compléter l'action du marché là où il est défaillant (dans la détermination d'un haut niveau d'activité et d'emploi), conjurer ainsi la crise, et au-delà garantir la pérennité des institutions de l'économie de marché.